

L'euro, une des plus grandes catastrophes économiques de l'histoire

écrit par Alain de Catalogne | 16 février 2016



Analyse économique très intéressante de la part d'un étudiant en économie

L'euro, le boulet de l'Europe, par Aloïs Navarro, étudiant en économie et assistant parlementaire

Pour Aloïs Navarro l'euro coûte cher aux Européens et plombe la croissance. Il faut revenir à des monnaies nationales plus flexibles.

L'Union européenne est à l'agonie : la crise des migrants attise les tensions entre des pays de l'Est de plus en plus eurosceptiques et une Allemagne aussi hégémonique que vieillissante, incapable de voir l'indignation (quand ce n'est pas détresse) des peuples.

De l'autre côté de la Manche, les Anglais auront l'occasion historique de se prononcer sur leur avenir au sein d'une Union vue comme un fardeau pour leur économie, leur identité et leur démocratie. **Et ce à quoi les Anglais ont droit, les Français doivent également l'obtenir.**

Il ne s'agit là que des différentes formes que peut prendre l'aspiration à la souveraineté nationale face à l'échec des velléités supranationales. Mais la souveraineté étant un tout – puisqu'elle « *n'est pas plus divisible qu'un point en géométrie* » – on ne peut écarter la reconquête de notre indépendance monétaire.

Tromperie sur la marchandise

L'euro ne doit pas être dissocié de l'Union européenne, car il ne tient que par la volonté politique de quelques eurocrates lui vouant un véritable culte. Cette relique barbare s'accroche à la vie alors que tous les examens cliniques lui réservaient un sort certain : gésir aux côtés de la centaine de monnaies supranationales mortes au cours des derniers siècles. Ceci permet à certains éditorialistes d'affirmer triomphalement que la crise de l'euro est définitivement terminée... Et cette comédie dure depuis 2008.

Il ne fait aujourd'hui plus guère de doute – y compris parmi les économistes les moins honnêtes – que l'euro est un boulet pour notre pays. Pléthore d'études ont montré comment il a diminué la richesse par habitant (de 12 % pour la France) et la croissance potentielle ou comment il n'a pas accru le commerce entre ses États membres contrairement à ce qu'on nous avait promis.

Cette tromperie sur la marchandise devrait pourtant suffire à révoquer de notre arsenal économique cette monnaie dont le coût pour le contribuable français ne cesse de grandir.

Cependant, la croissance redevenue timidement positive a donné l'illusion d'une reprise. Or, ce surplus inespéré doit davantage au « miracle exogène » de la baisse du prix du pétrole qu'aux politiques menées à travers l'Europe. Sans cette manne, la croissance française aurait une nouvelle fois flirté avec la borne zéro . Ce qui est vrai pour la France l'est également pour d'autres pays que les médias s'échinent à nous vendre comme les vitrines de la réussite des politiques de la Commission de Bruxelles. C'est peine perdue.

Des économies mises à mal

L'emploi en Italie est artificiellement soutenu par la baisse du nombre d'actifs, et par des gains de productivité négatifs (ce qui nécessite plus de main-d'œuvre pour assurer un même niveau de production). Et sans baisse du pétrole, la croissance serait négative.

Quant à l'Espagne, son PIB est toujours 4,1 % inférieur à son niveau d'avant crise, le nombre d'emplois 2,7 millions plus faibles, et le taux d'activité des Espagnols au plus bas depuis 2008... Les seules créations d'emplois s'y font à 70 % en CDD, exactement comme avant la crise. Les fameuses « réformes structurelles » n'y ont rien changé.

Les dirigeants de la zone euro sont perpétuellement condamnés à acheter du temps. La gestion du dossier grec a engendré une véritable bombe qui ne demande qu'à exploser (avec l'insolvabilité de la dette grecque) et envers laquelle chaque Français est engagé à hauteur de 1 200 euros.

On pensait aussi (trop hâtivement) que la crise toucherait seulement des pays du sud vus comme « oisifs ». Mais un caillou s'est glissé dans la chaussure de Bruxelles quand la Finlande a manifesté quelques signes de faiblesse : sa richesse est aujourd'hui 8 points inférieurs à son niveau de 2007 quand celle de son voisin, la Suède (qui a l'immense chance de ne pas avoir l'euro), se situe 8 points au-dessus ! Ceci ravive les débats sur l'opportunité de la monnaie unique notamment en Italie ou aux Pays-Bas où la volonté d'en sortir est majoritaire parmi la population.

Une monnaie 2.0

Alors qu'une crise financière encore plus grave que celle de 2008 guette toutes les cartes pourraient être rebattues. En effet, le marché obligataire, abondamment alimenté par la suractivité monétaire des banques centrales, est au bord de la rupture (comme en témoigne le spread des obligations à haut rendement, indice annonciateur des paniques boursières). Un tel événement entraînerait la hausse des taux d'intérêt, la réactivation des crises de la dette souveraine, et une crise de l'euro plus redoutable encore que la précédente.

Face à cela, l'opportunité d'une monnaie nationale se pose plus que jamais. Le sens de l'Histoire économique tend vers la flexibilité des monnaies. La France et les pays de la zone euro ne peuvent se permettre d'être les idiots du village global.

Le passage de la monnaie unique aux monnaies nationales devra alors se faire de manière négociée et coordonnée et comprendre l'instauration d'une monnaie commune de succession à l'image d'un « ECU 2.0 » permettant une coopération dans le processus de transition. **La sortie du prochain livre du prix Nobel Joseph Stiglitz (L'euro : comment une monnaie unique menace l'avenir de l'Europe), risque fort de relancer ce débat nécessaire et urgent.**

Par **Aloïs Navarro**, étudiant en économie

<http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-151819-leuro-une-des-plus-grandes-catastrophes-economiques-de-lhistoire-1200265.php>